

LES ÉTUDIANTS EN SCIENCES CONTRE LE PLAN FOUCHET

En septembre dernier, Fouchet avait défini les orientations générales de son plan de réforme : au-delà des incohérences techniques qu'il était facile pour tous de dénoncer, la volonté politique était claire : instituer une université d'élite et développer la formation au rabais des enseignants du second degré, comme celle des cadres moyens dans les I.F.P.S.

Immédiatement appliquées dans l'enseignement secondaire (réforme du probatoire), les mesures rendues publiques cette semaine et instituant une sélection à l'entrée de la Faculté des Sciences de Paris, et soi-disant particulières à cette Faculté, constituent le premier pas de l'application du plan Fouchet dans l'enseignement supérieur. C'est dire l'importance politique de ces mesures et de l'action qu'ont engagée les étudiants et les enseignants.

Lors de sa réunion du 3 mars, l'assemblée de la Faculté des Sciences de Paris, accepta les mesures proposées oralement par le doyen, M. Zamanski :

1. — Fixation de la note éliminatoire 7/20, au-dessous de laquelle le redoublement est interdit pour tout certificat, et notamment en propédeutique, ce qui signifie l'élimination de la Faculté.

2. — Sélection à l'entrée de la Faculté des Sciences qui impose un certain type de baccalauréat et de mention pour pouvoir s'inscrire dans chacune des propédeutiques. Les raisons principales de ces mesures ont été clairement et cyniquement exposées par M. Zamanski devant l'assemblée de la Faculté : il s'agit de faire d'abord l'inventaire des places disponibles dans les travaux dirigés et les travaux pratiques et, en conséquence, de déterminer les critères pour éliminer les mauvais étudiants.

Bien naturellement, ce furent des arguments techniques (proportion d'échecs aux examens, manque d'assiduité, empêcher les étudiants de s'orienter dans une mauvaise voie) qui ont convaincu les professeurs de l'assemblée de la Faculté ; encore faut-il bien comprendre que l'acceptation de ces arguments techniques suppose l'acceptation d'un certain type d'université,

celle d'une université sélectionnant par barrages successifs « l'élite » soi-disant seule capable d'assimiler le savoir dispensé par les professeurs.

Cette défense de l'université libérale et ce refus d'accepter l'augmentation du nombre des étudiants n'est pas contradictoire à court terme avec la volonté technocratique du pouvoir. La conjonction entre M. Zamanski, un des tenants du néo-capitalisme à l'Université, et des professeurs défendant l'université libérale, n'est pas due à des manœuvres tactiques des uns ou des autres : ils acceptent tous une Université d'élite, recrutée par barrages successifs, chargée de former « les équipes de pointe », et acceptent tous aussi, dans les faits, la formation au rabais de tous les autres travailleurs.

Les mesures communiquées par Zamanski sont les premières prises en application du plan Fouchet dans l'enseignement supérieur et constituent aussi un test concernant la réaction que sauraient — ou que ne sauraient pas — engager les étudiants et les enseignants.

La réponse des étudiants

L'opposition rencontrée parmi les étudiants a été extrêmement vive et profonde. Quarante-huit heures après le communiqué de Zamanski, la minorité pro-U.N.E.F. de l'Association corporative des étudiants en sciences (« apolitique ») réussissait, malgré le désaveu du bureau de l'A.C.E.S. et malgré les militants de la droite de l'Association, qui ont joué les briseurs de grève, à imposer la grève du vendredi 2 avril, avec une participation de 70 % d'étudiants. Dans quelques certificats, la grève fut votée quelques minutes avant le cours, tous les étudiants quittant alors l'amphithéâtre (1). L'annonce simultanée de mesures instituant des barrages à l'entrée de la « Fac » et aux examens des certificats permettait de poser presque immédiatement la signification de la sélection arbitraire et l'orientation impérative dans l'ensemble du

plan Fouchet : ce n'était pas l'incohérence des mesures qui suscitait le mécontentement, c'était l'affirmation de la volonté d'instituer une université d'élite, et sa signification politique.

Ceux qui limitaient l'intervention syndicale à la rationalisation de l'institution universitaire, comme ceux qui refusaient d'engager principalement la lutte contre le plan Fouchet sous le prétexte que celle-ci mènerait au technocratisme, avaient commis une erreur d'analyse : les mesures qui commencent à concrétiser le plan Fouchet sont des mesures profondément politiques et qui ne sont pas autonomes par rapport aux contradictions sociales de la société ; la lutte qui s'engage ne se développe pas au nom d'un modèle cohérent et global opposé au plan Fouchet, ce sont de simples exigences — celle du refus du *numerus clausus* à l'entrée de l'université, celle d'une véritable orientation dans le cadre d'une université unitaire — qui ont permis de mobiliser les étudiants sur les thèmes qui étaient immédiatement les leurs.

Au stade du développement de l'action, les responsables commettraient une grave erreur en avançant devant les étudiants un modèle global et cohérent, parce qu'il ne serait pas encore profondément compris par les étudiants comme étant le leur, parce qu'en fait la bataille syndicale engagée

dégènerait en un affrontement entre l'administration et les responsables éclairés du syndicat.

C'est d'abord l'annulation des mesures qu'il faut obtenir ; c'est ensuite des mesures instituant une véritable orientation et s'opposant radicalement à l'université d'élite qu'il faudra conquérir.

Il faut aussi souligner combien les étudiants ne sont pas isolés dans la lutte syndicale qu'ils ont engagée. Les vigoureuses et précises positions du congrès du Syndicat national de l'enseignement supérieur ont constitué un désaveu clair du vote de certains des professeurs, et les thèmes mis en avant par le congrès du S.N.E.S. Sup contre la sélection à l'entrée de la Faculté étaient identiques à ceux des étudiants.

Une bataille politique d'importance est engagée : la clarté des affrontements, la vigueur des actions syndicales engagées et leur profonde résonance parmi les masses étudiantes et enseignantes le montre bien.

(1) Cette volonté d'action manifestée par les étudiants en sciences a contraint la direction « majoritaire » de l'Association à lancer une grève de trois jours, les 5, 6 et 7 avril.